

<h1>1972</h1>	<p>Source : <i>Mai</i> N° 26– novembre-décembre 1972</p>
---------------	--

P.-H. Spaak ou la politique du cynisme

Éléments pour une étude biographique

Marcel Liebman

« Un des plus néfastes personnages de l'histoire contemporaine de la Belgique ». C'est ainsi que je qualifiais Paul-Henri Spaak au début de l'année dans un commentaire du livre *L'An 40*¹. Je ne croyais alors pas que l'actualité nécrologique me mettrait aussi rapidement en demeure de démontrer mon propos. La mort de l'illustre personnage m'y contraint et l'avalanche d'éloges qui a suivi sa disparition rend plus nécessaire que jamais le travail de l'observateur critique.

Les 31 janvier et 1^{er} février 1970, l'Institut belge de Science politique organisait à Bruxelles un colloque consacré au fédéralisme ainsi qu'au statut de l'agglomération bruxelloise. Introduit par un rapport du professeur Goriely, la discussion fut longue et animée. Paul-Henri Spaak ne manqua pas de s'y distinguer. Il y proposa la création d'un « État bilingue » bruxellois, « gouverné à égalité avec les Flamands » et ajoutait que cette parité était selon lui la « garantie de la protection des droits de la minorité flamande »². En échange, il demandait aux Flamands de rétablir la liberté du père de famille et, éventuellement de revoir les limites de l'agglomération, étant bien entendu que cette révision ne devait pas procéder d'une consultation de la population. Il paraissait d'ailleurs à Spaak que les Flamands pourraient se montrer d'autant plus souples qu'ils « font [...] des concessions importantes dans l'ensemble du pays en acceptant qu'au niveau national ou au niveau fédéral il y ait une égalité et que

¹ M. Liebman, *Une autopsie de la société belge : à propos de « L'An 40 »*, in *Mai*, n° 22, février 1972, p. 9.

² *Res Publica*, Bruxelles, 1971, no 3-4, p. 457.

leur supériorité numérique soit contrebalancée »³. Quant aux francophones, ils se voyaient reprochés par le ministre d'État de n'être « pas à une contradiction près » et de refuser aux Flamands « un principe d'équité », cette « représentation paritaire à Bruxelles où ils sont majoritaires alors qu'ils la réclament au niveau national où ils sont minoritaires »⁴. Spaak estimait que l'adoption de son plan s'imposait de toute urgence si on voulait éviter le risque d'« un succès des extrémistes francophones » aux élections communales bruxelloises. Et d'insister lourdement : « J'ai peur des extrémistes francophones »⁵.

Faut-il dès lors s'étonner qu'au cours de ce colloque Spaak dut continuellement affronter l'opposition de Marcel Grégoire, défenseur attitré de la francophonie bruxelloise et qu'il ait pu compter sur l'approbation de Daniel Deconinck, démocrate flamand (ou faut-il dire flamingant ? L'intéressé ne refuserait sans doute pas cette étiquette) et de Lode Claes, sénateur Volksunie qui jugea le plan de Spaak « clairvoyant », « généreux » et « cohérent »⁶. Un des participants du colloque, M.P. Herremans, fit d'ailleurs remarquer que les idées de Spaak avaient suscité une « adhésion [...] totale de la Volksunie »⁷.

Lorsque se produisit l'échéance que craignait l'illustre personnage, ces élections communales si riches de périls selon lui, il s'engagea, comme chacun sait, dans la bataille en manifestant son « adhésion totale » aux francophones intransigeants du Rassemblement bruxellois. Cette volte-face sur laquelle se termina sa glorieuse carrière politique, Spaak ne prit pas la peine de l'expliquer. Sans jamais renier ou expressément rectifier ses jugements antérieurs, il affirma seulement que la lecture d'un article de Manu Ruys dans *De Standaard* – qu'il ne prit pas la peine de citer – l'avait convaincu de la réalité de l'« impérialisme flamand ». Et la francophonie d'applaudir à ce grand trait de lucidité et d'honnêteté politique.

³ *Ibid.*, p. 459.

⁴ Souligné par nous, *ibid.*, p. 486.

⁵ *Ibid.*, p. 458.

⁶ *Ibid.*, pp. 474-475.

⁷ *Ibid.*, p. 502.

Le révolutionnaire et le ministre

Il y a quelque paradoxe à commencer une évocation biographique par l'épisode final d'une carrière. Mais il y a dans cette dernière pirouette spaakienne un trait du personnage qui l'illustre parfaitement et qui, au surplus, ramène à des débuts qui, eux non plus, ne manquèrent pas de panache. Également révélateurs, ils jettent une lumière éclairante sur le personnage que le monde est censé nous avoir envié.

« C'est à la fin d'un après-midi de printemps, en 1936, que l'aventure a commencé »⁸. C'est ainsi que Spaak commence ses *Mémoires*. L'« aventure », c'est sa nomination aux fonctions de ministre des Affaires étrangères. En fait, l'« aventure » avait commencé beaucoup plus tôt mais il est assez compréhensible que le mémorialiste ait préféré n'en rien dire. C'est que Paul-Henri Spaak, après avoir travaillé dans les cabinets d'un ministre socialiste, s'était, dès 1926 – dix ans avant le début supposé de son « aventure » – lancé dans une campagne systématique dirigée contre le réformisme social-démocrate. L'énergie et le talent qu'il y déploya lui valurent d'être élu comme conseiller communal de Saint-Gilles en 1928 et député de Bruxelles aux élections législatives de 1932. Encore et surtout, ils lui valurent d'apparaître pendant près d'une dizaine d'années comme le principal opposant de gauche – voire « gauchiste » – à la politique de pusillanimité et de collaboration de classe menée par la direction droitiste du Parti ouvrier belge. Dans les organes de tendance qu'il dirigea successivement (*La Bataille socialiste* de décembre 1926 à mars 1928 et *L'Action socialiste* de janvier 1933 à mars 1935), il lutta pour rendre au socialisme belge sa vocation révolutionnaire : « Le réformisme, voilà l'ennemi » s'écriait-il presque d'entrée de jeu⁹; « il faut extirper l'esprit du réformisme intégral qui empoisonne le parti »¹⁰. Et encore : « Notre action ne sera un tremplin pour quiconque »¹¹; « La lutte des classes est le phénomène le plus ardent des temps présents. »¹²

L'action oppositionnelle de Spaak connut ses heures les plus chaudes de 1933 à 1935, alors qu'il faisait figure de chef de file et de maître à penser de l'hebdomadaire *L'Action socialiste*. Les nécessités de l'époque justifiaient un

⁸ P.H. Spaak, *Combats inachevés*, I., Fayard, Paris, 1969, p. 25.

⁹ *La bataille socialiste*, 5-2-1928.

¹⁰ *Ibid.*, 2-10-1927.

¹¹ *Ibid.*, 21-8-1927.

¹² *Ibid.*, 10-7-1927.

engagement radical : la Belgique connaissait les effets les plus sombres de la crise économique mondiale et sa classe dominante ne prétendait y trouver de remède que dans une politique de déflation qui rendait la condition salariale moins supportable que jamais. Quant au Parti ouvrier, tout en fulminant contre la bourgeoisie, il s'employait à calmer la colère ouvrière et à entraver les actions spontanées qui traduisaient son impatience et sa volonté de lutte. Au-delà des frontières, enfin, le fascisme, après avoir conquis l'Italie, connaissait des triomphes en Autriche et surtout en Allemagne, achevant ainsi de préciser la menace qui pesait sur le mouvement socialiste et sur la démocratie.

À l'offensive réactionnaire et à la passivité réformiste, Spaak répliqua avec ardeur. Son *Action socialiste* se prononça, dès son premier numéro, pour la dictature du prolétariat. Pour l'instaurer, il ne fallait pas hésiter à sortir d'une légalité que l'ennemi de classe ne respectait d'ailleurs pas. Spaak appelait à l'action anti-militariste : il titrait « Conquérir l'Armée; Soldats n'obéissez pas, ne tirez pas »¹³; il s'en prenait à la monarchie et au respect que lui manifestait le Parti ouvrier, notamment lors de la mort d'Albert I^{er}¹⁴, et prônait l'unité entre socialistes et communistes que les réformistes, dirigés par Vandervelde, s'obstinaient à refuser¹⁵. Enfin et surtout, Paul-Henri Spaak poussait le parti et les syndicats à surmonter leurs craintes et à organiser une riposte efficace à l'action du « gouvernement des banquiers » que dirigeait depuis novembre 1934 le catholique Theunis. En décembre de cette même année, il écrivait dans son journal : « Les dirigeants (du P.O.B., M.L.) ne savent pas ce qu'il faut faire. Nous savons bien ce que nous ferions si nous étions les chefs. Nous préparerions par une vaste campagne de propagande une grève générale de propagande, prélude à une grande grève ». Malheureusement, « les hommes qui nous dirigent n'auront (jamais) l'audace de recourir à la grève générale »¹⁶.

Il est vrai que *L'Action socialiste* avait accordé son appui au « Plan du Travail » préconisé par Henri de Man et dont les ambiguïtés réformistes étaient nombreuses. Mais au moins fallait-il que ce plan fût intégralement adopté et appliqué par le gouvernement pour que la participation ministérielle socialiste put se justifier. C'est ce que proclamait encore Spaak en février 1935.

¹³ *L'action socialiste*, 11-2-1933.

¹⁴ *Ibid.*, 3-3-1934.

¹⁵ *Ibid.*, 22-8-1933.

¹⁶ *Ibid.*, 29-12-1934.

Un mois plus tard, cependant, Spaak l'opposant, le révolutionnaire, le partisan de la grève générale et de l'action offensive socialo-communiste, Spaak qui, pendant des années avait alimenté le radicalisme quasi insurrectionnel de milliers de militants, Spaak était ministre du cabinet Van Zeeland. Il accepta ce poste et mit fin à une action de gauche poursuivie pendant une dizaine d'années sans même en avertir ses camarades de *L'Action socialiste* avec qui il collaborait quotidiennement. Dérouté, l'organe de tendance dut titrer dans son numéro du 30 mars 1935 : « L'homme passe. L'idée reste ». Sans doute, l'idée restait-t-elle, mais l'instrument qui s'en était fait le véhicule ne résista pas à un choc aussi brutal. Après une scission entre deux organes, l'un socialiste de gauche, l'autre trotskysant, *L'Action socialiste* cessera de paraître abandonnant le Parti ouvrier à une direction conservatrice enfin débarrassée de ses critiques de gauche.

Reste l'explication offerte par Spaak de sa décision. La lettre qu'il consentit à écrire aux rédacteurs et militants de *L'Action socialiste* est, à cet égard, un modèle de cynisme. Reconnaisant que « nombreux sont les amis – parmi les meilleurs – qui ne comprennent pas ce qui vient de se passer et qui protestent énergiquement », il ajoutait : « Leur attitude ne me surprend pas ». « Les seules explications que je peux leur donner ici ne sauraient être ni précises ni complètes : cent raisons me recommandent une discrétion absolue. Qu'il me soit seulement permis de dire qu'après avoir bien réfléchi, soigneusement pesé le pour et le contre, j'ai agi en conscience... Je suis sûr que si chacun de nos lecteurs connaissait tous les faits, pouvait reconstituer exactement toutes les circonstances politiques, rares seraient ceux qui n'apprécieraient pas comme moi les réalités peut-être décevantes, mais trop certaines pour être négligées ». Et il conclut : « Je ferai donc demain, de mon côté, ce que je crois être mon devoir. Que chacun fasse de même. Que personne ne se décourage. Même si vous avez l'impression qu'un homme vous a quittés, continuez à garder l'espérance et la foi... »¹⁷. Pas une phrase d'explication, pas un mot d'éclaircissement. Rien n'est plus propice à la défaite de l'action socialiste, à la démoralisation de toute activité militante et plus généralement à la dégénérescence de la vie politique qu'un tel cynisme. Et s'il est vrai que le terme de « trahison » est, en politique, d'un usage trop fréquent et trop facile, il est des circonstances qui l'imposent sans conteste. Le lâchage par P.H. Spaak de la gauche socialiste belge en 1935 est parmi elles.

¹⁷ *Ibid.*, 30-3-1935.

Le réalisme spaakien

« Continuez à garder l'espérance et la foi » demandait Spaak à ses anciens camarades de la gauche socialiste. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il ne contribua guère à la réalisation de ce vœu. De 1935 à 1940, il fit tout, au contraire, pour précipiter la ruine de telles espérances et pour vider pareille foi de son contenu. Ayant acculé à la défaite le courant politique qu'il avait personnellement dirigé, il se crut également en droit de tourner entièrement le dos aux principes qu'il avait jusqu'alors défendus, pour prôner, sans autre explication ni justification, des idées exactement contraires.

Républicain à la mort du roi Albert, il étonnait, deux ans plus tard, son ami M.H. Jaspar en lui faisant un « vibrant éloge » de la royauté¹⁸. Ce monarchisme allait désormais être un de ses credo politiques les plus durables. Il prit, pour la personne de Léopold III, l'aspect d'une véritable affection et c'est la raison pour laquelle la rupture de mai 1940 fut pour Spaak une « tragédie politique et humaine »¹⁹. Cet attachement profond à la personne d'un monarque qui, après tout, méritait moins l'indulgence des républicains que son prédécesseur, faillit d'ailleurs définitivement compromettre la carrière de Spaak. Lors de l'entrevue de Wynendaele de mai 1940, alors que le souverain demandait à ses ministres de rester auprès de lui et de se constituer, avec lui, prisonniers des Allemands, Spaak, selon les souvenirs de Léopold III, eut ces paroles : « Par fidélité pour le Roi, je ne veux pas l'abandonner... »²⁰. Et Spaak lui-même de confirmer ce témoignage : « J'ai montré dans deux ou trois interventions que, après tout, j'allais peut-être rester avec le Roi et c'est alors que M. Pierlot et le général Denis (ministre de la Défense nationale, M.L.) m'ont fait comprendre que j'allais commettre une sottise... Je dois bien reconnaître qu'ils m'ont sauvé »²¹. Il n'est pas tout à fait surprenant que beaucoup de parlementaires belges réfugiés en France l'aient accueilli peu après sans enthousiasme, le considérant comme un « complice du Roi »²². Et s'il est vrai qu'il prit part, après la guerre, à la lutte contre le retour de Léopold III en Belgique, il n'en est pas moins significatif que dans les deux gros volumes de ses *Mémoires*, il prend bien soin de taire un épisode d'autant plus compromettant qu'il en était venu à attribuer aux rois constitutionnels

¹⁸ M.H. Jaspar, *Souvenirs sans retouches*, Fayard, Paris, 1968, p. 224.

¹⁹ H.F. Van Aal, *Télé-mémoires*, CRISP, Bruxelles, 1971, p. 61.

²⁰ *Ibid.*, p.68.

²¹ *Ibid.*, p.66.

²² J. Gérard-Libois et J. Gotovitch, *L'An 40*, Bruxelles, 1971, p. 238.

plus encore qu'une fonction d'arbitre : celle de « guide écouté »²³.

Partisan jusqu'en 1935 de la lutte des classes dans une de ses formes les plus exacerbées, la grève générale, il en vint, dès 1938, à affirmer que, bien que socialiste, il ne croyait pas dans la réalité de cette même lutte de classes²⁴. Adversaire acharné, jusqu'en 1935, du « gouvernement des banquiers », il fit d'un représentant des banques, Max-Léo Gérard, son ministre des Finances lorsqu'il put trois ans plus tard constituer son premier gouvernement.

La politique déflationniste du banquier libéral déplut même à Henri de Man. Spaak, cependant, dut apprécier cette collaboration avec le représentant de la haute finance. N'est-ce pas lui qui, à la veille de quitter Bruxelles en mai 1940, confia au « consortium des banquiers » ce qu'il appela lui-même une mission de « haute confiance » et qui n'était guère différente d'une délégation des plus hauts pouvoirs économiques et même politiques²⁵. Marxiste jusqu'en 1935 ou prétendument tel²⁶, il ne cacha pas, un an plus tard, ses convictions colonialistes, affirmant qu'« au-delà de nos frontières mêmes, nous n'avons pas de grands intérêts politiques à faire valoir ou à défendre, sauf, bien entendu, ceux de notre colonie auxquels nous ne permettrons pas qu'on touche »²⁷. Défenseur, jusqu'en 1935 toujours, d'un socialisme internationaliste, il se prononça dans les années qui suivirent pour un « socialisme national » attaché à la poursuite de ce qu'il appelait le « bien commun »²⁸. Partisan d'un accord entre socialistes et communistes pour lutter contre le danger fasciste, il devint rapidement – une année suffit à produire cette funeste conversion – l'apôtre trop heureux d'une attitude d'« appeasement » envers les dictatures fascistes.

Ce fut bien là, en effet, le sens profond de la politique de neutralité que, de commun accord avec Léopold III, il initia en 1936. Avant même que le souverain ait, dans son discours du 14 octobre, officiellement proclamé cette révision de la diplomatie belge, P.H. Spaak s'était chargé, le 20 juillet de la même année d'annoncer et de glorifier les mérites de cette nouvelle politique. « Je ne veux qu'une chose, avait-il alors déclaré : une politique étrangère intégralement et exclusivement belge ». On sait où cette politique nous conduisit. En fait, l'attitude adoptée par le roi

²³ P.H. Spaak, *op. cit.*, I, p. 65.

²⁴ M. Claeys-Van Haegendoren, *25 Jaar Belgisch Socialisme*, Anvers, 1967, p. 389.

²⁵ J. Gérard-Libois et J. Gotovitch, *op. cit.*

²⁶ Spaak dira plus tard de lui-même : « j'ai développé un certain nombre d'idées qui venaient de Marx, mais je ne crois pas qu'on puisse dire de moi, que j'aie été un marxiste ni sur le plan économique ni même philosophique » (J.F. Van Aal, *op. cit.*, p. 23).

²⁷ P.H. Spaak, *op. cit.*, I, p. 44.

²⁸ M. Claeys-Van Haegendoren, *op. cit.*, p. 505.

Léopold à Wynendael et qui se trouve à la source de la question royale ne fut rien d'autre qu'une application rigoureuse et logique de cette politique exclusivement belge réclamée et introduite par Spaak²⁹. Or, malgré ses déplorables conséquences, cette neutralité fut toujours présentée par son protagoniste comme une preuve de réalisme et de sagesse. Lors des débats qui suivirent la publication de *L'An 40*, Spaak s'en prit encore à ceux qui, comme Isabelle Blume et Henri Rolin, avaient attaqué cette politique et les taxa d'« irréalistes » et de « romantiques ». Mais le réalisme consistait-il vraiment à affaiblir la résistance déjà débile des occidentaux aux prétentions hitlériennes et à miser sur un impossible miracle qui mettrait la Belgique à l'abri des appétits allemands ?

Cette politique qui se voulait réaliste n'était en définitive qu'une volonté d'apaisement à l'égard des puissances fascistes et une preuve de grande indulgence envers leurs ambitions et leur philosophie. Comme Spaak le rappelle candidement dans ses Mémoires, il entra alors « en lutte avec ceux qui, à l'occasion de la guerre d'Éthiopie, prônaient des sanctions, au besoin militaires, contre l'Italie »³⁰ : notre ministre des Affaires étrangères se rangea ainsi sur la position prise à l'époque par Pierre Laval. Envers l'Allemagne nazie, il fit montre de dispositions tout aussi conciliantes. Devant le Conseil général du P.O.B., il reprocha le 23 février 1938, au journal *Le Peuple* de donner à ses lecteurs des comptes rendus trop critiques des discours d'Hitler et ajouta qu'il refusait pour sa part de voir dans la conjoncture politique internationale, la confrontation entre un bloc démocratique et le fascisme³¹. Devant la Chambre des représentants, il déclara, le 16 mars 1936, à propos de l'annexion de l'Autriche que venait d'opérer Hitler, qu'il s'agissait là d'« un fait accompli qui est depuis longtemps dans la logique des choses »³². Au printemps de 1938, il justifia d'ailleurs implicitement, les tentatives nazies de revenir sur les décisions du Traité de Versailles³³. Faut-il rappeler à ce même propos l'attitude de P.H. Spaak dans la guerre d'Espagne ? Contre l'avis de la majorité de son parti et pour satisfaire les exigences de la droite, il précipita la reconnaissance de l'Espagne

²⁹ Résumant fidèlement la position de Léopold III, Spaak écrit que « le roi [...] estimait que nos engagements internationaux se limitaient à défendre notre territoire aussi bien et aussi longtemps que possible, mais, que cette tâche terminée, nous redevenions entièrement libres de fixer seuls notre destin ». Rien d'autre somme toute que la politique « exclusivement belge » de Spaak lui-même. (P.H. Spaak, *op. cit.*, I, p. 95).

³⁰ *Ibid.*, I, p. 43.

³¹ *Le Peuple*, 24 février 1938.

³² *Le Soir*, 17 mars 1938.

³³ *Les Cahiers politiques*, mars-avril 1938, p. 81. Il s'agit d'une réponse à l'enquête organisée par cette revue et à laquelle Spaak, alors ministre des Affaires étrangères, répondit sous la signature de « Trois étoiles ».

franquiste avant même qu'elle ait triomphé de la résistance républicaine³⁴. Lorsque, dans le courant de l'année 1938, quelque deux cent cinquante volontaires belges des Brigades internationales, rentrèrent à Bruxelles, ce fut aux cris de « Franco au poteau ! » et de « A bas Spaak ! » qu'ils défilèrent sur les grands boulevards³⁵.

Voilà ce qui se trouvait impliqué dans le « réalisme » de la politique de neutralité. Il n'est guère surprenant que Léon Degrelle ait accueilli le discours de Spaak annonçant l'orientation nouvelle de notre politique étrangère par un télégramme de félicitations dont le texte se passe de commentaires : « Nous vous envoyons, au nom de Rex, nos plus sincères félicitations pour votre discours national, humain et réaliste que tout le pays, à part les politiciens, approuve totalement »³⁶. Le malheur, c'est que, contrairement aux affirmations de Degrelle, la plupart des « politiciens » l'approuvèrent également.

La débâcle

La guerre est la continuation d'une politique avec d'autres moyens. Vérité générale, l'aphorisme de Clausewitz s'applique aussi à la « drôle de guerre » et à la politique pratiquée alors par Spaak, toujours à la tête du ministère des Affaires étrangères. Jusqu'au bout, et toujours au nom du réalisme, il s'accrocha à l'illusion que la Belgique pourrait rester étrangère au conflit. À cette première illusion s'en ajoutait une seconde, non moins sottise : il était possible d'apaiser Hitler et de détourner de notre pays ses désirs de conquête en observant une stricte neutralité et en limitant l'expression; d'opinions favorables aux démocraties occidentales. Spaak livra donc quelques batailles contre la presse coupable de sympathies pro-alliées et d'hostilité envers les nazis. Il estimait d'ailleurs et le déclara au conseil des ministres en octobre 1939 qu'il n'existait aucun symptôme d'attaque allemande, mais que, par contre, l'Angleterre et la France tentaient de compromettre la Belgique et de l'entraîner dans la guerre. Lorsque fut publié un manifeste neutraliste d'allure incontestablement pro-allemande, certains de ses signataires; purent se prévaloir des encouragements que leur avaient prodigués le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères³⁷.

Que Paul-Henri Spaak ait entretenu, à la même époque, des rapports étroits et

³⁴ M. Claeys-Van Haegendoren, *op. cit.*, pp. 390-393.

³⁵ *Le Dossier du mois*, mars 1963, p. 6.

³⁶ Cité par M.-H. Jaspar, *op. cit.*, p. 201. Comme l'écrit J.M. Etienne dans son livre consacré au rexisme : « Comme il se fait le champion de la politique de la neutralité, P.H. Spaak reçoit périodiquement les félicitations des rexistes ». Degrelle, par exemple, écrit dans « Le Pays réel

³⁷ M.H. Jaspar, *op. cit.*, p. 278; J. Gérard-Libois et J. Gotovitch, *op. cit.*, p. 41.

confiants avec Raymond De Becker, futur rédacteur en chef du *Soir volé* en dit long sur ses dispositions d'esprit à la veille de l'invasion de la Belgique. Dès avant la guerre, Spaak, bien que ministre, avait tenu à présenter le premier numéro des *Cahiers politiques*, dont Raymond De Becker, homme connu pour ses opinions nettement de droite et vaguement pro-allemandes, était le rédacteur en chef. Dans son texte de présentation, Spaak avait jugé l'initiative qu'il patronnait « généreuse » et « utile » notamment en ce qu'elle favoriserait la création d'un « État fort » qu'il appelait de ses vœux³⁸. Pendant la drôle de guerre, le ministre des Affaires étrangères revit De Becker à plusieurs reprises, mais préféra le rencontrer dans l'intimité de son domicile privé plutôt que dans son cabinet ministériel. Certes, De Becker, dans son ouvrage autobiographique, prétend que Spaak croyait à la victoire des Anglais et des Français et la souhaitait, mais il ne lui attribue pas moins le désir de faire « un bout de chemin » avec les milieux neutralistes pro-allemands³⁹. Cette coopération alla-t-elle, comme le prétendit Robert Poulet, future vedette de la presse collaborationniste, jusqu'à amener Spaak à proposer la création d'un journal neutraliste dont les sympathies ne seraient certainement pas du côté de l'Angleterre et la France⁴⁰ ?

Laissons à Spaak le bénéfice du doute, fût-il léger. Mais que penser, par contre, de la présence du ministre des Affaires étrangères de Belgique, dans le « salon Didier », tenu par des pronazis convaincus et fréquenté par le gratin de cette engeance⁴¹ ? Que penser, sinon que les défaillances humaines et surtout politiques de Paul-Henri Spaak en juin, juillet et août 1940 furent, elles aussi, la suite d'une certaine politique. Est-ce le hasard, en effet, si parmi les premières personnalités politiques belges arrivées à Londres, celles qui avaient été les plus hostiles au neutralisme spaakien étaient nombreuses ? Et si, de leur côté, Hubert Pierlot et Paul-Henri Spaak furent si réticents à rejoindre l'Angleterre, et se montrèrent au contraire disposés à mettre fin à une guerre que, dans une lettre adressée le 10 juillet 1940 à l'ambassadeur de l'Espagne franquiste à Bruxelles, le ministre des Affaires étrangères jugeait, pour sa part, « évitable, bête et mal engagée »⁴². Mal engagée, incontestablement. Mais évitable et bête?... Il y avait là le type de raisonnement et le langage des partisans de la collaboration pro-allemande, pour qui l'accord avec le régime hitlérien était et restait possible après une péripétie guerrière inutile (mourir

³⁸ *Les Cahiers politiques*, no 1, janvier 1938, pp. 3-5.

³⁹ R. De Becker, *Le livre des vivants et des morts*, La Toison d'Or, Bruxelles, 1942, pp. 253-254.

⁴⁰ J. Gérard-Libois et J. Gotovitch, *op. cit.*, pp. 41-42.

⁴¹ *Ibid.*, pp. 43 et sq.

⁴² Cité par M.H. Jaspars, *op. cit.*, pp. 237-238.

pour Dantzig !) et heureusement close. C'est pourquoi les ministres belges, dont P.H. Spaak, suggérèrent au roi Léopold, à la fin du mois de juin, de « négocier avec les Allemands les conditions d'un armistice ou d'une convention concernant la Belgique »⁴³. C'est à peu près à la même époque que Paul-Henri Spaak se déclara « vraiment reconnaissant » au gouvernement franquiste et exprima l'espoir que l'Espagne (franquiste) « pourra faire entendre sa voix lors du règlement définitif »⁴⁴. Tout cela ne forme-t-il pas un tout où il entre moins de désarroi qu'on pourrait penser ?

Dans ses *Mémoires*, Spaak n'a pas caché que cette « période [...] est l'une de celles où j'ai commis quelques erreurs et où des erreurs plus grandes m'ont été épargnées, plus par chance que par sagesse »⁴⁵. Cette modeste franchise a de quoi séduire. On regrette seulement que Paul-Henri Spaak n'ait pas fait montre d'autant de modestie à l'époque même de la débâcle. Car s'il prétend que c'est aux environs du 1^{er} août 1940 que, sous l'influence de Camille Gutt qui avait déjà choisi de rejoindre Londres, il se décida lui aussi à continuer la lutte en Angleterre⁴⁶, une lettre inédite dont nous publions ci-contre le fac-similé prouve, au contraire, que le 15 août encore il invitait son correspondant – un socialiste belge réfugié en France – à reprendre le chemin de la Belgique et, surtout, qu'il manifestait à l'égard de Gutt – qui, lui, voulait poursuivre la guerre – une feinte indulgence qui en dit long sur ses véritables dispositions d'esprit.

Au cœur de la guerre froide

Ainsi commença pour Paul-Henri Spaak une nouvelle carrière où les servitudes de l'exil londonien n'allèrent pas sans quelque avantage : l'homme du « socialisme national » et de la politique « exclusivement belge » élargit son horizon diplomatique et se prépara des lendemains pleins : de lustre. Qu'un homme aussi compromis dans la politique d'« appeasement » envers Hitler et les régimes dictatoriaux de droit ait réussi à faire oublier son passé et à accéder aux fonctions les plus influentes et les plus prestigieuses tient en tout cas d'une chance exceptionnelle et presque du miracle. Parlant des perspectives que lui ouvrait, à l'automne 1944, la libération de la Belgique, il reconnaît dans ses *Mémoires* : « Je croyais pourtant ma carrière, non pas terminée, mais devant subir une éclipse. Il me paraissait improbable qu'elle continuât

⁴³ *Ibid.*, p. 434.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 438.

⁴⁵ P.H. Spaak, I., p. 57.

⁴⁶ *Ibid.*, I., p. 111.

sans interruption en Belgique libérée alors que j'allais devoir m'expliquer sur ce que j'avais fait avant la guerre et plus encore sur ce que j'avais fait pendant la guerre »⁴⁷. En débarquant à Bruxelles, il avoue n'avoir pas su s'il allait « célébrer une victoire » ou si, lui et ses collègues étaient en marche « vers la Haute Cour ». Il fut vite rassuré : « Quelques heures plus tard, nous étions replongés dans les discussions et dans les intrigues de la politique intérieure. Elle n'avait pas changé »⁴⁸.

Tout le drame d'une demi libération est là. Le rétablissement de la bourgeoisie occidentale, compromise par ses complaisances avec le fascisme et menacée par les progrès de la gauche et les victoires de l'Union soviétique, trouva en Belgique son correspondant dans le rétablissement de Spaak. En peu d'années, il cumula les charges et les honneurs. Ministre des affaires étrangères et Premier ministre en Belgique, président de l'Assemblée générale des¹ Nations Unies, ce qui ne manque pas de piquant quand on songe à son rejet de tout internationalisme et de toute idée de sécurité collective en quoi se résumait une politique de neutralité qu'il ne renia jamais. Sa participation à la construction européenne et sa nomination comme secrétaire général de l'Otan furent les fleurons de sa carrière. Cette dernière fonction, en tout cas, il ne l'avait pas usurpée. À la tête de l'organisation qui, sous le couvert de la défense de la liberté, lutta pour le maintien de la puissance capitaliste, Paul-Henri Spaak s'avéra un leader idéal. N'avait-il pas, en effet, le triple avantage d'une fidélité inconditionnelle au leadership américain, d'une hostilité haineuse à l'égard du communisme et des mouvements révolutionnaires et d'une étiquette progressiste et même socialiste qui servait de caution démocratique à l'Alliance atlantique, version moderne et améliorée de la sainte Alliance ?

Une fois de plus, en tout cas, il mena et incarna plus que quiconque une politique néfaste au socialisme. Dans les années qui avaient précédé la guerre, il avait tout fait pour éteindre ses velléités d'action anti-fasciste et pour précipiter son intégration dans un système capitaliste pourtant vulnérable. Au lendemain du conflit mondial, Paul-Henri Spaak, champion de la lutte anti-communiste et de l'alliance américaine, contribua à déforcer la gauche et à rétablir une coalition entre les partis socialistes et la droite dont la guerre et ses séquelles avaient entraîné la disparition. Ce fut, fondamentalement, le sens et l'utilité de la guerre froide. Spaak n'en fut pas à proprement parler un précurseur, encore qu'il prit soin, en 1944, de négocier avec les Américains un accord qui les mit en possession, du précieux uranium congolais. La

⁴⁷ *Ibid.*, I., p. 178.

⁴⁸ *Ibid.*, I., p. 179.

conjoncture politique belge et la présence de ministres communistes au gouvernement l'obligeaient à une certaine retenue et même à quelques gestes de conciliation envers l'Union soviétique. Mais il n'en déclarait pas moins le 6 décembre 1944 à la Chambre: «Nous devons apporter aux Etats-Unis, à la Chine [de Tchang Kaï-chek naturellement, ndr], à l'Empire britannique, à la Hollande, tout notre appui»⁴⁹. Et à l'U.R.S.S. qui continuait à fournir la part la plus considérable à la lutte contre l'hitlérisme ? Et à la France ? Il est vrai que celle-ci négociait et signait à l'époque un traité avec les soviétiques...

Avec la détérioration des rapports entre l'Est et l'Ouest, Spaak trouva enfin une cause à la mesure de son éloquence et de sa philosophie politique. Résumant rétrospectivement dans ses Mémoires, son attitude de l'époque, il dit n'avoir « jamais compris l'objectif poursuivi par l'U.R.S.S. »⁵⁰. N'est-il pas incompréhensible en effet qu'elle ait, comme le prétend Spaak, « refusé l'amitié et la collaboration offertes »⁵¹? Et comment comprendre qu'elle ait pu user systématiquement du droit de veto que la Charte des Nations unies lui conférait ? Spaak, pour sa part, ne semble l'avoir jamais compris⁵². L'idée que la composition de l'Assemblée générale de l'O.N.U. assurait une majorité écrasante aux Américains et leur permettait de dominer de tout leur poids l'organisation internationale⁵³ n'effleura jamais l'esprit du ministre des Affaires étrangères. Il semble avoir également ignoré que l'U.R.S.S. se vit supprimer du jour au lendemain le bénéfice des accords de prêt et bail par le gouvernement de Truman. Cela se passa le jour même de la Victoire, le 8 mai 1945 et les navires américains en route ce jour-là pour les ports dévastés de l'Union soviétique durent rebrousser chemin. Une amitié offerte !

Champion du monde libre dressé contre la menace militaire soviétique, et particulièrement à l'aise dans ce rôle de composition, Spaak a-t-il jamais pris connaissance de la déclaration faite par George Kennan, ancien ambassadeur américain à Moscou et grand expert des relations Ouest-Est, selon que « l'Otan [...] a créé en Europe une ligne arbitraire dont la fonction est de protéger contre une attaque que personne n'avait envisagée de lancer »⁵⁴. A-t-il jamais pris la peine de réfuter l'affirmation de l'historien britannique A.J.P. Taylor qui affirme que « l'analyse

⁴⁹ Chambre, 6-12-1944.

⁵⁰ P.H. Spaak, *op. cit.*, I, p. 202.

⁵¹ *Ibid.*, II, p. 321.

⁵² Voir *Ibid.*, I, pp. 184 et 204.

⁵³ De 1946 à 1953, sur les 800 résolutions soumises à l'Assemblée générale des Nations unies, plus de 97 % virent les États-Unis soutenus par la majorité des délégués. Ceux des dictatures d'Amérique centrale, protégées attirées des U.S.A., les appuyèrent systématiquement.

⁵⁴ Cité par I. Deutscher, « *Myths of the Cold war* », in *Containment and Revolution*, Londres, 1967, p. 14.

historique [...] détruit complètement la légende et prouve avec une totale évidence que la guerre froide fut délibérément déclenchée par Truman et par ses conseillers »⁵⁵ ? Et surtout : a-t-il jamais songé que la Russie qui venait de perdre vingt millions d'hommes et qui, selon les témoignages unanimes se trouvait transformée en un désert industriel était parfaitement incapable, dans les années qui suivirent le retour à la paix, de préparer l'aventure militaire – et suicidaire – que l'on prêtait à ses dirigeants ? Pour Spaak, les choses sont simples : « De toute évidence, écrit-il à propos de cette période, l'U.R.S.S. misait sur la révolution mondiale »⁵⁶. Contre-vérité criante dont il était le témoin privilégié puisqu'il collaborait avec des ministres communistes dont le principal objectif était le rétablissement de l'économie et que cette politique fut commune à tous les partis communistes occidentaux. Est-ce donc ainsi que les amis de l'U.R.S.S. dans le monde préparait cette « révolution mondiale » dont Staline aurait été le protagoniste ? Est-ce en conseillant à Tito de s'entendre avec les monarchistes yougoslaves, aux communistes chinois de reconnaître le pouvoir pourtant chancelant de Tchang Kaï chek et aux résistants grecs de rendre leurs armes aux forces conservatrices que Staline préparait cette révolution mondiale, ou « misait » sur elle ? La mystification est aujourd'hui patente, ou devrait l'être.

Pour Paul-Henri Spaak, elle conduisit à la gloire qu'il conquist à force d'éloquence lors de son célèbre discours sur la peur, le 28 septembre 1948, morceau de bravoure que la R.T.B., le jour de sa mort, a cru utile de faire surgir de ses archives. Que la détestable politique stalinienne ait prêté le flanc à des attaques, voilà qui est évident. Mais pourquoi présenter le « coup de Prague » de février 1948 comme le nœud de la guerre froide et ignorer que la « doctrine Truman » par laquelle les États-Unis annonçaient leur intention d'installer des bases militaires en Turquie, aux portes mêmes de l'U.R.S.S., lui est d'un an antérieur ? Dans le même discours, Spaak présenta les communistes occidentaux, ceux-là mêmes qui avaient très et trop loyalement contribué au rétablissement économique et social de l'Occident, comme « une cinquième colonne auprès de laquelle la cinquième colonne hitlérienne n'était qu'une organisation de boy-scouts » composée d'hommes « qui ne manque pas une occasion d'affaiblir l'État dans lequel ils vivent, politiquement, moralement et socialement »⁵⁷. Enfin et surtout, Spaak, ministre et représentant socialiste, se fit en cette circonstance l'apologiste inconditionnel du monde et de la civilisation

⁵⁵ Cité par D. Horowitz, *From Yalta (o Vietnam)*, Penguin, Londres, 1969, p. 21.

⁵⁶ P.H. Spaak, *op. cit.*, I, p 249.

⁵⁷ *Ibid.*, I, pp. 217-218.

occidentales, confondus avec le système démocratique lui-même. Dans une rhétorique qui paraît presque amusante aujourd'hui, il fit l'éloge d'une démocratie libérale fondée sur « la nécessité de bâtir une société politique sur la liberté de penser, d'écrire, de se réunir librement, de s'associer librement » et inconditionnellement attachée à « des élections libres, un gouvernement responsable devant le peuple, le respect de la dignité de l'homme et un État qui sert l'homme et non pas l'homme au service d'un État ». Que dire de ce grotesque éloge d'un « régime qui a d'immenses avantages », qui « permet tous les progrès économiques et sociaux », qui « répudie l'intolérance et l'emploi de la force et de la violence », qui « fait confiance au bon sens et à la sagesse de l'homme » et qui, « à la propagande qui répand l'erreur » répond par « la propagande qui contient la vérité »⁵⁸ ?

Ce discours d'un « *socialiste* » rallié aux positions les plus manichéennes et identifiant sans réserve ni nuances le monde occidental avec celui de la liberté, du progrès et de la civilisation fut accueilli avec le ravissement qu'on imagine par les Américains et les libéraux, les conservateurs et les défenseurs du capitalisme. Il est plus surprenant que cette extase euphorique fut partagée par les socialistes eux-mêmes. À son retour au pays, Spaak fut accueilli en héros, comme si, David bardé d'intrépidité il venait d'affronter, au péril de sa vie, le Goliath communiste. Le Parti socialiste belge, pour sa part, organisa un gigantesque meeting en son honneur. Soucieux de donner au prestige de son leader un rendement électoraliste maximum, le P.S.B. avalisait ainsi toute la logomachie capitaliste sur les vertus sans limites de la démocratie libérale et, au lendemain d'une guerre qui avait affaibli la bourgeoisie, opérait un ralliement irréversible à son idéologie mystificatrice.

Plus de trace de socialisme

N'accordons pas à Spaak plus d'importance qu'il ne mérite. Mais ne négligeons pas non plus la signification de sa carrière. À l'époque de la guerre froide, il illustra et précipita l'affadissement des velléités anti-capitalistes de la social-démocratie et soumit celle-ci au leadership du conservatisme européen et américain. Les conséquences d'un tel alignement n'ont pas, jusqu'à ce jour, cessé d'épuiser leurs effets. Mais c'est chez Paul-Henri Spaak lui-même que ces effets ont pris la coloration la plus nette. Sans même le suivre jusqu'aux derniers épisodes de sa vie, lorsque sa demi retraite politique en fit un administrateur d'un des plus grands trusts

⁵⁸ *Ibid.*, I, p. 215.

mondiaux américains, il est utile d'en dresser le portrait, tel qu'il se dessina pendant les dernières années de sa présence à la direction du P.S.B. Il y fit figure de « modéré » et de « droitier », mais sous ces étiquettes banales se dissimulait un personnage qui n'avait plus rien en commun avec le socialisme, fût-il modéré et droitier. Examinez les jugements que, dans ses *Mémoires*, il porte sur les grandes et moins grandes figures politiques de notre temps. De la pléiade de politiciens conservateurs qu'il passe en revue, pas un seul qui appelle chez lui la moindre réserve. Churchill mérite l'admiration la plus béate, Eden l'amitié la plus chaleureuse, Pierlot, catholique de droite pourtant, l'approbation sans réserve, tout comme Adenauer et même Bidault, « personnalité sympathique » qui n'a pas mérité « le sort injuste qui lui a été réservé »⁵⁹. Les engagements les plus conservateurs et les plus réactionnaires ne sont même pas signalés. Il suffit aux yeux de Spaak, qu'on soit « bon atlantiste » et « bon européen ».

Plus de trace de socialisme chez le premier candidat de la liste socialiste à Bruxelles – le Hors-poll Henri éraflé par nos « confrères » de *Pan*. Que l'on en juge : depuis 1951 s'est reconstituée à Francfort l'Internationale socialiste. Certes, elle n'est plus que l'ombre falote de ce qu'elle fut dans le passé, mais elle s'emploie à coordonner l'action et à concilier les intérêts des partis sociaux-démocrates. Spaak participa à ses travaux, ou plutôt à ses débats. Il en fut une des vedettes. Mais voyez ce qu'écrit en 1955 dans une note confidentielle notre ministre « socialiste » des Affaires étrangères, délégué belge, lorsque l'occasion s'en présente, à l'Internationale socialiste : « Adenauer est vraiment très bien. C'est une chance de l'avoir »⁶⁰. On eût aimé avoir à ce sujet l'avis des camarades Schumacher, Ollenbauer et Brand qui cherchaient désespérément à mettre un terme au règne du vieux renard conservateur. En 1955 toujours, tandis que se forge le destin de l'Europe, les ministres occidentaux des Affaires étrangères parmi lesquels figurent le « socialiste » Spaak décidèrent de tenir une conférence à Messine. Le choix de cette petite ville italienne put paraître arbitraire. Il ne l'était pas. Spaak nous explique en effet que la sélection fut décidée pour « faire plaisir à notre collègue Martino », une des vedettes de la démocratie chrétienne italienne. Et plus précisément encore : « Des élections se déroulaient dans l'île dont il était originaire et député. Il n'était pas mécontent de donner quelque éclat à sa campagne électorale en se montrant entouré de ses collègues européens. De notre côté, nous étions heureux de lui

⁵⁹ *Ibid.*, I, p. 261.

⁶⁰ *Ibid.*, I, p. 289.

rendre ce service et nous trouvions notre propre plaisir à travailler dans un si bel endroit »⁶¹. Attendrissant. Mais qu'en auraient pensé les collègues socialistes italiens de Spaak qui siégeaient comme lui à l'Internationale mais avaient moins de raison d'apprécier le politicien conservateur?...

Chantre et apologiste de l'Occident

S'adressant, en petit comité, à quelque spécialistes de la science politique, Paul-Henri Spaak déclarait au début de l'année 1970, « tout le monde sait que je suis au fond un vrai libéral ». Et de préciser sa pensée : « pas P.L.P., mais libéral »⁶². Libéral, Spaak le fut certainement si l'on entend par là qu'il était devenu un défenseur du système économique libéral. Mais on a parfois l'impression que son libéralisme s'arrêtait là et que, à maints égards, sa philosophie politique tenait de plus en plus d'un conservatisme très peu éclairé où il entraînait un mélange désuet de colonialisme hargneux, de nationalisme vulgaire et de réflexes racistes. Il suffit pour s'en convaincre d'examiner le bilan de l'action qu'il mena, au nom de la Belgique, au sein de l'Onu. Alors que Spaak dirigeait le département des Affaires étrangères, notre pays offrit en effet un soutien constant aux thèses sud-africaines. Certes, nos délégués et porte-parole exprimèrent à plusieurs reprises leur « opposition au principe de la discrimination raciale, mais ils joignirent presque systématiquement leurs voix à celles de l'Afrique du Sud, affirmant que la pratique de l'apartheid était de la compétence interne de cet État et ne devait donc être ni sanctionnée ni même débattue⁶³. La Belgique s'opposa par exemple à l'audition de personnalités qui désiraient témoigner à l'Onu sur la condition imposée aux noirs d'Afrique du Sud et sur les ravages de l'apartheid⁶⁴. P.H. Spaak prit également la responsabilité de soutenir le refus de l'Afrique du Sud de soumettre ses territoires sous tutelle au contrôle des Nations unies, il contribua ainsi à établir sa domination dans le Sud-Ouest africain⁶⁵.

L'attitude de la Belgique officielle et particulièrement du chef de sa diplomatie ne fut guère moins favorable au colonialisme français. Ses délégués à l'Onu et Paul-Henri Spaak en personne se firent les défenseurs souvent enthousiastes de la politique française en Algérie et, au cours de sa guerre d'indépendance, apparurent,

⁶¹ *Ibid.*, II., p. 66.

⁶² *Res Publica*, Bruxelles 1971, no 2-3, p. 486.

⁶³ Voir, par exemple, *Revue des Nations unies*, novembre 1955, pp. 30-31 et septembre 1957, p. 45.

⁶⁴ *Ibid.*, décembre 1956, p. 64.

⁶⁵ *Ibid.*, décembre 1955, pp. 92-93.

à leur manière, comme les champions de l'Algérie française. Le 30 octobre 1955, alors que la France était l'objet de critiques de plus en plus vigoureuses pour la sale guerre qu'elle menait en Afrique du Nord, Paul-Henri Spaak intervint à New York pour « apporter publiquement à la France un témoignage d'amitié devant les attaques féroces dont elle était l'objet »⁶⁶. Dans un grand mouvement d'éloquence, le ministre s'écria : « Je dis qu'il faut faire confiance à la France à cause de son passé, à cause de ce qu'elle est, mais j'ajoute qu'il faut faire confiance à cause de ce qu'elle fait »⁶⁷. Et les bicots de crever, sous la violence de leurs tortionnaires.

On ne s'étonnera pas, dès lors, que, lorsque se produisit la nationalisation du canal de Suez, Spaak se fit l'avocat de l'emploi par les Occidentaux de la violence. Dans un document envoyé le 21 août 1956 au gouvernement (conservateur) de Londres, il le mit en garde non pas contre les séductions d'une politique impérialiste, mais contre la tentation, d'ailleurs imaginaire, de « faire à Nasser des concessions trop importantes ». Il préconisa au contraire « de la part des grandes puissances occidentales une politique de fermeté absolue ». Et d'expliquer dans cette note diplomatique que « si le coup de force de Nasser doit rester sans sanction, le prestige de ce nouveau dictateur va formidablement grandir en même temps que ses ambitions et ses audaces. C'est toute la situation en Afrique du Nord et même en Afrique centrale qui risque d'en être affectée et cela à notre détriment »⁶⁸. C'est-à-dire, somme toute, au détriment de l'Angleterre impériale dirigée par des ministres conservateurs et de la Belgique colonialiste elle-même. Il n'est pas tout à fait inutile d'observer que ce soutien fut offert aux conservateurs par un ministre socialiste, au moment où les travaillistes britanniques menaient une action vigoureuse contre la campagne impérialiste du gouvernement britannique. Il n'est jusqu'à la politique colonialiste du Portugal qui ne bénéficia du concours de Paul-Henri Spaak : dans sa lettre de démission comme secrétaire général de l'Otan, il reprocha aux États occidentaux de ménager leur soutien à la présence et à l'action portugaises en Afrique⁶⁹ !

La part que prit Spaak dans les affaires congolaises est assez connue pour qu'il ne faille pas ici la rappeler dans les détails. Il est pourtant utile de noter à quel point sa défense de l'entreprise belge en Afrique fut teintée de colonialisme et même, ce qui paraît plus surprenant pour le grand Européen qu'il fut, de nationalisme étriqué.

⁶⁶ P.H. Spaak, *op. cit.*, I, p. 221.

⁶⁷ *Ibid.*, I, pp. 222-223.

⁶⁸ *Ibid.*, pp. 227-228.

⁶⁹ *Ibid.*, II, p. 222.

Dès 1956, il avait rédigé, en tant que membre éminent du gouvernement socialiste libérale de Van Acker, une longue note consacrée au Congo où, sans la moindre réserve, il exaltait « les réalisations belges au Congo » qu'il jugeait « admirables » et où, reprenant les thèses classiques des colons, il mettait en garde contre les pouvoirs excessifs de la métropole et contre la « surenchère désastreuse » à laquelle se livrait, selon lui, les syndicats belges dans la colonie. Il n'y était naturellement question ni d'indépendance, fût-ce à long terme, ni d'autonomie⁷⁰. Aussi s'opposa-t-il en 1960 à tout le processus qui devait conduire à l'indépendance congolaise et, notamment, à la réunion de la fameuse « table ronde ». Lors du conseil de la couronne réuni par le roi Baudouin, il fut le seul, avec le vieux conservateur Van Zeeland, à regretter la politique « libérale » à laquelle le gouvernement s'était résigné⁷¹. C'est un tel homme qui, dans ses attributions de ministre des Affaires étrangères, eut, de 1961 à 1965, la responsabilité des rapports entre la Belgique et son ancienne colonie.

Il eut, comme on sait un rôle prépondérant dans l'affaire de Stanleyville : en 1964, encore que toute l'action belge – dans sa conception, sa préparation et son exécution – procéda d'initiatives communes entre les autorités de Bruxelles et celles de Washington. L'idée même de l'opération naquit d'ailleurs d'une conversation que Spaak eut à Washington avec Paul Harriman⁷². Et lorsque l'intervention militaire belgo-américaine produisit à l'O.N.U., parmi les nations afro-asiatiques, la réaction à laquelle il fallait s'attendre, Spaak se rendit à New York pour y défendre sa politique. Selon son propre témoignage, « les quelques jours » qu'il y passa, « comptent parmi les plus désagréables de [...] [sa] vie »⁷³. Cet homme, dont la spécialité était la diplomatie et dont le style tenait généralement de la plaidoirie persuasive, réserva alors aux représentants du Tiers-monde une hargne dont seule l'Union soviétique avait été jusqu'alors la cible. Représentant d'un pays occidental accusé de colonialisme, il affecta la pose de Dreyfus devant ses accusateurs ou de Jésus face à ses bourreaux : « J'ai vraiment souffert pendant quarante-huit heures », raconte-il. « Je me suis rendu compte de ce que peuvent être les sentiments d'un innocent devant des juges ». Spaak comprit bien qu'il s'agissait bien du « procès des pays hier colonialistes », procès instruit « avec une partialité et une méchanceté caractérisées ». Il en sortit « indigné, écœuré, presque malade devant tant de

⁷⁰ *Ibid.*, II, pp. 234-237.

⁷¹ *Ibid.*, II, p. 238.

⁷² *Ibid.*, II, p. 276.

⁷³ *Ibid.*, II, p. 286.

mauvaise foi, d'agressivité... ». Dans sa riposte – « un des meilleurs discours de ma carrière » –, il mit en cause le racisme de ses critiques et, une fois de plus, adopta le calibre et le statut qui lui convenaient par excellence, ceux d'un représentant courageux de l'Occident attaqué et calomnié⁷⁴.

La performance de Spaak à l'Onu lui valut une double récompense. La première prit la forme d'un télégramme que lui envoya le roi Baudouin qui le remerciait d'« avoir si bien défendu l'honneur et le droit de notre pays »⁷⁵. Vint s'y ajouter une manifestation d'hommage que lui rendirent les congressistes du Parti socialiste belge en décembre 1964; ils venaient de voter une résolution qui devait entraîner le départ des rédacteurs principaux de *La Gauche* quand Spaak fit son apparition au congrès. Il fut accueilli en triomphateur et l'orateur qui se trouvait à la tribune poussa l'humilité jusqu'à la quitter pour la céder immédiatement au grand homme.

Mais le grand homme n'était plus à ce moment là que le chantre et l'apologiste de l'Occident. La banalité de ses propos est de ce point de vue patente : « Pour moi, ce qui est essentiel dans la civilisation occidentale, c'est le respect de la dignité de l'homme »⁷⁶. L'amour que Spaak porte à l'Occident, c'est celui du blanc, voire du petit blanc envers le système qui a fait son confort et sa puissance. Que cet attachement soit teinté de racisme apparaît d'ailleurs clairement à la lecture de la préface par laquelle Spaak introduisit un livre paru en 1966 et consacré à *L'Afrique de Pékin*. L'homme qui allait jusqu'au bout défendre l'agression américaine au Vietnam⁷⁷ s'y montrait sous son jour véritable : « nous autres blancs, écrivait-il, épris de liberté, de tolérance, amis de la paix, détestant la violence et pratiquant avec mesure une politique de progrès ... »⁷⁸ devons affronter l'« impérialisme jaune » qui constitue le grand péril de notre époque.

Un rôle néfaste

Ce texte date de 1966 et à l'époque Paul-Henri Spaak était toujours un des dirigeants les plus influents du Parti socialiste qu'il n'allait quitter que sur un différend somme toute mineur : la question non pas de l'adhésion de la Belgique à l'Otan mais de l'implantation de son siège sur notre territoire.

⁷⁴ *Ibid.*, II, pp. 287 et sq.

⁷⁵ *Ibid.*, II, p. 293.

⁷⁶ *Ibid.*, II, p. 319.

⁷⁷ Dans *Le Soir* du 29-5-1968, Spaak comparait l'attitude des Vietnamiens à celle d'Hitler et attribuait la responsabilité de la guerre du Vietnam au « fanatisme agressif des communistes chinois ». L'opposition à la politique américaine s'inspirait, selon Spaak, de mobiles de « facilité » et d'« égoïsme » et rappelait l'« *appeasement* » pro-nazi des collabos de 1940.

⁷⁸ Préface au livre de P. Mertens et P.F. Smets, *L'Afrique de Pékin*, éd. SN, Bruxelles, 1966, p. 8.

C'est là le fond du problème. Les qualités de Spaak, que la grande presse a suffisamment chantées pour qu'il ne faille plus y revenir, et ses défauts ne nous intéressent que médiocrement. L'essentiel est ailleurs. Il tient au rôle néfaste que peut jouer un homme qui prend sur lui la responsabilité de diriger un courant minoritaire et oppositionnel au sein de la société capitaliste et qui, du jour au lendemain, abandonne la lutte, renonce à toutes les idées qu'il avait exprimées et défend des principes diamétralement opposés, démobilisant ainsi le mouvement auquel il était lié, semant le trouble, l'amertume et le découragement parmi les militants socialistes. Un tel cynisme ne peut conduire qu'à l'apolitisme et à la passivité et contribue à la consolidation de l'ordre établi.

Il est non moins cynique de diriger un Parti socialiste, d'en conserver soi-même l'étiquette et d'en infléchir l'évolution lorsque l'action que l'on mène, la philosophie que l'on assume et le système que l'on défend n'ont plus rien de commun avec le socialisme. Ce faisant, on contribue tout autant à semer le trouble dans les esprits, la confusion dans le débat politique et un scepticisme désabusé qui, une fois encore, ne peut profiter qu'au conservatisme. Le dégoût pour la politique est le fruit de ce cynisme politique ; le dégoût pour le socialisme le résultat de ce mépris du socialisme et des socialistes.

La carrière de Spaak pose, finalement, un dernier problème qui concerne le parti qui, presque jusqu'au bout, lui demeura fidèle et n'osa jamais engager la lutte contre lui, mais assumait au contraire et glorifia la plupart de ses initiatives. Tout jugement sur le P.S.B., toute analyse de sa nature, tout pronostic concernant son avenir passe nécessairement par cette interrogation : par quelle aberration a-t-il été possible qu'un mouvement qui se réclame du socialisme a pu pendant une trentaine d'années garder à sa tête un homme qui se mit tout à tour au service de *l'apaisement* pro-hitlérien, de l'autoritarisme léopoldien, de la guerre froide, du capitalisme américain et du colonialisme (belge, sud-africain, français et portugais) ? Comment a-t-il pu conserver à sa tête ce « libéral », convaincu, selon ses propres termes, que « le peuple aime l'autorité, qu'il aime se sentir conduit »⁷⁹ ?

En 1968, deux ans après la retraite de Paul-Henri Spaak, une enquête sociologique révélait que c'est dans la catégorie des plus jeunes gens que le Parti socialiste belge recueille le moins d'adhésions et le moins de suffrages⁸⁰. La cause

⁷⁹ *Res Publica*, Bruxelles, 1971, n° 2-3, p. 488.

⁸⁰ N. Delruelle, R. Evalenko et W. Fraeys, *Le comportement politique des électeurs belges*, Ed ; de l'Institut de Sociologie, Bruxelles, 1970, p. 56.

de ce phénomène de désaffection est complexe. Mais il n'est pas étranger au fatal entraînement qui amena le P.S.B. à confier sa direction à un homme hostile à tout ce qui est socialiste et non moins profondément attaché aux intérêts les plus douteux et aux valeurs les plus désuètes du capitalisme et de la bourgeoisie ?